

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

### Remarques préalables :

1. Les éléments barrés sont des éléments réglementaires non-souhaités en BFC et qui pourront encore évoluer.
2. Les cases jaunes sont en cours d'arbitrage technique et/ou politique.

	<b>Version du 26/04/2022</b>
Article du PSN	75
Fiche PSN n°	75.01
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	Dotation jeunes agriculteurs (DJA)
<b>Bases règlementaires</b>	Article 75 du règlement (UE) + Code Rural et de la pêche maritime (CRPM)
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc)	<p>Appels à projets annualisés avec un dépôt des dossiers séquencé.</p> <p>Nécessité d'harmoniser les pratiques entre Bourgogne et Franche-Comté, notamment en ce qui concerne les Comités techniques et les CDOA.</p> <p>Païement associé.</p>
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	
Liste des investissements/actions éligibles	<p>La DJA permet de soutenir les installations comme chef d'exploitation agricole qui se réalisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>à titre principal (ITP)</b>, lorsque le revenu agricole du bénéficiaire est au moins égal à 50% de son revenu professionnel global,</li> <li>• <b>ou à titre secondaire (ITS)</b>, lorsque le revenu agricole du bénéficiaire est compris entre 30% et 50% de son revenu professionnel global,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ou dans le cadre d'un dispositif d'<b>installation progressive (IP)</b>, ce qui permet à l'agriculteur de développer progressivement son projet pour disposer, en fin de projet, d'une exploitation viable et d'un revenu agricole au moins égal à 50 % du revenu professionnel global à l'issue du plan d'entreprise.</li> </ul>
Inéligibilités	<p>Les installations visant majoritairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les activités piscicoles et aquacoles,</li> <li>- Les activités équine avec élevage équin minoritaire,</li> <li>- Les activités d'élevage naisseur d'animaux domestiques (liste à définir),</li> </ul> <p>Ne peut prétendre au bénéfice des aides à l'installation, l'agriculteur déjà affilié à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles ou à un régime des cotisants de solidarité à la date du dépôt de la demande d'aide.</p>
Conditions d'admissibilité	<p><u>Quatre conditions d'éligibilité :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Avoir réalisé un parcours à l'installation : être passé par le point accueil installation et avoir réalisé un plan de professionnalisation personnalisée et un plan d'entreprise ;</li> <li>2. Fourniture d'une étude de marché pour les productions atypiques et les ventes en circuits courts (inscrites dans les arrêtés 2021 et 2022). Fourniture du cahier des charges demandé dans l'arrêté (les cahiers des charges DJA/Diversification doivent être utilisés pour demander les deux aides). Cette étude vient compléter et justifier les prix et volumes indiqués dans le plan d'entreprise du JA qui ne sont pas référencés à travers des filières historiques ;</li> <li>3. Couverture des JA en cas d'accident : souscription d'un contrat assurantiel « indemnité journalière de remplacement ». (Pièce à fournir dans le délai de 9 mois) ;</li> <li>4. Être encore en activité au terme des 4 ans.</li> </ol>
Lignes de partage PSN	Non
Lignes de partage FESI	Non
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	<p>Sont éligibles les personnes physiques répondant aux conditions suivantes (PSN + CRPM) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Être âgé de <b>20 ans minimum</b> et de moins de 40 ans à la date du dépôt de la demande d'aides à l'installation</li> <li>- Être de nationalité française, ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ou ressortissant de pays non-membre de l'Union Européenne en justifiant d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français.</li> <li>- S'installer pour la première fois comme chef d'exploitation d'une exploitation à titre individuel ou comme associé-exploitant non salarié d'une société dans les conditions prévues à l'article 4.1.5 du PSN.</li> <li>- Justifier, à la date du dépôt de la demande d'aide, de la capacité professionnelle agricole attestée par la possession cumulée : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. d'une formation et/ou d'une compétence requise dans les conditions prévues à l'article 4.1.5 du PSN soit :</li> </ol> </li> </ul>

- a) être titulaire d'un diplôme agricole de niveau 4 (Bac pro, BPREA, BTA, etc.) ;
  - b) OU être titulaire d'un diplôme de niveau 3, quelle que soit la spécialité, ET prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années ;
  - c) OU prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 40 mois au cours des cinq dernières années.
2. d'un plan de professionnalisation personnalisé mentionné à l'article D. 343-22 du CRPM validé par le préfet de département ;

Par dérogation à ce point, peut être regardé comme justifiant de la capacité professionnelle agricole le candidat auquel le préfet accorde l'acquisition progressive de cette capacité, dès lors qu'il remplit les conditions suivantes :

- a) se trouver dans une situation d'urgence l'obligeant à s'installer ;
  - b) justifier d'un diplôme, titre ou certificat d'un niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole ou d'un diplôme de niveau 4 non agricole ;
  - c) disposer d'un plan de professionnalisation personnalisé agréé à la date du dépôt de la demande d'aide.
3. Présenter dans le plan d'entreprise mentionné à l'article D. 343-7 du CRPM un projet de développement de l'exploitation d'une durée de quatre ans viables ;
- a) Le plan d'entreprise expose :
    - la situation initiale de l'exploitation ;
    - les étapes et les objectifs définis en vue de son développement ;
    - l'évolution des moyens de production ;
    - le programme d'investissements, comprenant la liste des investissements nécessaires au développement des activités et, le cas échéant, ceux relatifs à la mise aux normes ;
    - les éléments justifiant des éventuelles modulations de la dotation jeunes agriculteurs ;
    - l'évolution prévisionnelle du revenu disponible agricole pendant les quatre premières années d'activité.
- Le plan d'entreprise (PE) qui va se réaliser sur une période de 4 ans permettra d'envisager **en 4<sup>ème</sup> année du plan d'entreprise un revenu prévisionnel agricole compris entre un et trois SMIC ou compris entre 0,5 et 1.5 SMIC dans le cadre d'une installation à titre secondaire.** Ce plan d'entreprise devra permettre de démontrer la viabilité du projet d'installation, cette vérification se faisant sur la base de l'attestation d'assujettissement à un régime de protection sociale, du respect des conditions inhérentes à la forme d'installation indiquée dans la demande d'aide et du respect du programme d'investissement prévu au PE.*
4. S'installer sur une exploitation répondant à la définition de micro ou petite entreprise au sens de l'article 2 de l'annexe 1 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
5. S'installer sur une exploitation répondant à des exigences minimales et maximales de potentiel de production brute standard (PBS) définies par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Les dispositions de la présente section sont applicables au jeune agriculteur qui s'installe, dans les conditions prévues à l'article 4.1.5 du PSN, dans le cadre d'une société dont l'objet social est l'exercice d'activités agricoles au sens de l'article 4.1.1 du PSN. Dans ce cas, les aides à l'installation peuvent être attribuées à chaque associé.

L'installation en société doit, en outre, répondre aux conditions suivantes :

- A. Le plan d'entreprise porte sur l'activité de la société et individualise la situation financière ainsi que les responsabilités confiées au jeune agriculteur ;
- B. Le plan d'entreprise conclut à la viabilité de la société, dans les conditions présentées au point 3 ci-dessus ;
- C. La société se substitue au jeune agriculteur pour l'engagement prévu au 8° des engagements du bénéficiaire ci-dessous ;
- D. Les statuts de la société présentés par le bénéficiaire démontrent :
  - i. qu'il détient au minimum 10 % des parts sociales de la société ;
  - ii. qu'il a la qualité d'associé exploitant ;
  - iii. qu'il exerce un contrôle effectif et durable sur la gestion de la société, seul ou conjointement avec d'autres agriculteurs.

#### **Cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA**

En référence à l'article 4.1.5 du PSN, dans le cas particulier d'une installation en société sans associé cotisant ATEXA, le jeune agriculteur doit détenir au moins 40 % des parts sociales de la société et relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM, à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 (exploitations de culture et d'élevage).

#### **Cas particulier d'une installation en urgence pour un candidat à l'installation âgé de 18 ou 19 ans**

L'installation d'un **candidat à l'installation** de 18 ans ou 19 ans est possible à titre dérogatoire afin de répondre à une installation urgente dans le cadre du décès:

- soit d'un parent/conjoint/oncle/tante uniquement
- soit de l'agriculteur cédant de l'exploitation sur laquelle une démarche de reprise/association initiée dans le cadre du dispositif START'AGRI est en cours.SI.

#### **Cas particulier des candidats à l'installation contraints par la durée de validité de leur PPP.**

Pour les candidats à l'installation âgés de moins de 20 ans à la date de dépôt de la demande, et dont la date de validation du PPP est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023 : le délai entre la date de validation du PPP et la date d'installation effective pourra être supérieure à 24 mois sans excéder le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Les engagements du bénéficiaire issus du CRPM (code rural et de la pêche maritime qui doit évoluer)

Le bénéficiaire des aides à l'installation s'engage à :

1. Commencer de mettre en œuvre le plan d'entreprise mentionné ci-dessus au plus tôt à la date de dépôt de la demande d'aide et dans un délai maximal de neuf mois à compter de la décision d'octroi d'aide et de vingt-quatre mois à compter de la date de

validation ou d'agrément en cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole du plan de professionnalisation personnalisé ;

- ~~2. Remplir les conditions prévues par l'article 9 du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune pour être regardé comme un agriculteur actif dans un délai de dix-huit mois à compter de la date d'installation ;~~
3. En cas d'installation progressive, ne plus relever, au terme de la quatrième année de réalisation du plan d'entreprise, du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles prévu au deuxième alinéa de l'article L. 722-6 ; autrement dit ne plus relever de la dérogation qui avait été accordée précédemment ;
4. Exercer l'activité de chef d'exploitation agricole pendant une durée minimale de quatre ans à compter de la date d'installation. L'exercice de l'activité de chef d'exploitation est apprécié au regard de deux critères : l'affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et le respect des conditions définies au point D ci-dessus correspondant au statut du JA dans la société ;
- ~~5. Réaliser les travaux de mise en conformité des équipements repris qui sont exigés par la réglementation relative à la protection de l'environnement et satisfaire aux normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux ;~~
6. En cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole, acquérir le diplôme mentionné au 4° de l'article D. 343-4 et valider le plan de professionnalisation personnalisé dans un délai maximum de trois ans à compter de la date d'octroi des aides à l'installation ;
7. Se conformer aux obligations liées aux vérifications et contrôles administratifs relatifs à la mise en œuvre du plan d'entreprise ;
- ~~8. Tenir pendant quatre ans une comptabilité de gestion conforme aux normes du plan comptable agricole et à la transmettre aux autorités compétentes ;~~ Nouvelle rédaction proposée : « Tenir pendant quatre ans une comptabilité de gestion certifiée par un comptable agréé et à la transmettre aux autorités compétentes » ;
9. S'installer et réaliser son projet conformément au plan d'entreprise et informer l'autorité compétente des changements dans la mise en œuvre du projet ;
10. Respecter les conditions liées aux modulations du montant de la dotation jeunes agriculteurs ;
11. Justifier, par la production de l'attestation de la mutualité sociale agricole, de la forme d'installation choisie ; Nouvelle rédaction proposée : « indiquée dans la demande d'aide » ;
- ~~12. Maintenir l'objet du prêt pour son objet initial pendant toute la durée de mise en œuvre du plan d'entreprise ou pendant la durée de la bonification du prêt lorsque celle-ci s'achève avant la fin du plan d'entreprise.~~

#### Nature et montant de l'aide

#### A. Nature de l'aide

Subvention / IF

Subvention

## B. Taux d'aide

Montant de base	<p>Le montant de base sera composé d'un montant variable correspondant en moyenne à 75% du montant unitaire planifié (MUP), soit 22875 €. Il sera calculé en fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De l'évolution de la population dans la zone où le jeune souhaite s'installer ;</li> <li>- Des orientations technico-économiques du projet d'installation : performance économique moyenne au niveau régional de l'activité principale inscrite sur le plan d'entreprise du jeune agriculteur, filière peu présente au niveau régional.</li> </ul> <p>Son montant pourra varier entre – 15 % et + 15% de 22875 € en fonction des critères énoncés ci-dessus. Le montant de base minimal sera donc de 19500 €, et le montant de base maximal sera de 26300 €.</p>
Majoration(s)	<p>Le montant de base sera complété par 3 modulations qui au total correspondront respectivement à 10 %, 10% et 5% de l'enveloppe totale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modulation « valeur-ajoutée » : 5 000 €,</li> <li>- modulation « agroécologie » : 5 000 €,</li> <li>- modulation « implication dans démarche collective » : 2 000 €.</li> </ul>
Définition des modulations régionales	<p><u>Modulation valeur ajoutée (5000€)</u> → réaliser au moins 1 action ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Créer ou reprendre un atelier de transformation sur l'exploitation et/ou de commercialisation en vente en circuits courts</li> <li>2. Créer ou reprendre une production sous signe de qualité dont Agriculture Biologique</li> </ol> <p><u>Modulation agroécologie (5000€)</u> → réaliser au moins 2 actions ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. S'engager dans une démarche de diagnostic régional ferme bas carbone et/ou diagnostic de réduction d'émission de gaz à effet serre (GES) labélisé par le ministère de la transition écologique (MTES) et/ou audit triple performance (avec un élargissement de la démarche à un diagnostic environnement)</li> <li>2. S'engager ou reprendre l'engagement dans une démarche remarquable : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) engagement de l'exploitation dans un GIEE agréé par MAA (exclusion : engagement en année 4). Pour les exploitations sociétaires déjà engagées avant l'installation du JA, il devra rester 18 mois avant la fin du GIEE),</li> <li>b) ou engagement dans un projet Feader-PEI 2023-2027 (2 ans si PEI en phase d'émergence ou 1 an d'émergence et 1 an fonctionnement) sur la thématique agroécologie (repréciser le périmètre de l'agroécologie), autonomie, résilience de l'exploitation agricole.</li> </ol> </li> <li>3. Avoir suivi à l'issue du PE, une ou plusieurs formations sur la thématique « accompagner les structures à la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, aux transitions écologiques, énergétiques et sociétales » des programmes de formation VIVEA (précision à retravailler avec VIVEA pour les thématiques des sessions de formations qui relèvent de cette action) et préciser le nombre minimum d'heures de formation exigée pour valider cette action.</li> </ol> <p><u>Modulation « implication dans démarche collective » (2000€)</u> → réaliser au moins 2 actions ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Vivabilité : adhérer à un Service de Remplacement ou à un Groupement d'Employeur Agricole Rural (comptabiliser à minima 3 années d'adhésion sur la durée du PE)</li> </ol>

	<p>2. Efficacité au travail : adhérer à une CUMA (comptabiliser à minima 3 années d'adhésion)</p> <p>3. Prévention et/ou gestion des risques sanitaire en élevage : adhérer à un Groupement de Défense Sanitaire (comptabiliser à minima 3 années d'adhésion)</p> <p>4. Innovation : adhérer à un groupe de développement agricole type GEDA, CETA ou groupe de réflexion 30 000 (comptabiliser à minima 3 années d'adhésion). Les CETA et GEDA devront être reconnus par la fédération régionale ou nationale.</p>
<b>C. Calcul du montant de la subvention</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	Valeur du socle minimale pouvant être attribuée.
Plafonds (en dépenses éligibles)	100 000 € (PSN)
Sur-plafonds	Non-concerné
Modalités de versement (acomptes ?)	<p>L'aide est versée au minimum en 2 fractions.</p> <p>Reconduction des règles en matière d'installation à titre principal, d'installations à titre secondaire et dans le cas des installations progressives (en cours d'expertise)</p>
<b>Procédure</b>	
Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	La grille de sélection devra être adaptée aux nouvelles modulations mais ne devra pas constituer un obstacle à l'obtention des aides.
Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	